



MAIRIE
Monsieur Le Maire
Rue Eugène Hénaff
29540 SPEZET
tél 02 98 93 80 03
fax 02 98 93 94 21
mairiespezet@wanadoo.fr

REPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES DE LA MAIRIE

Marchés publics de Travaux

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES TOUS CORPS D'ETAT

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 - DÉFINITION DU PROGRAMME

Le présent marché s'inscrit dans un programme général qui comprend :

Remplacement des menuiseries extérieures de la mairie Rue Eugène Hénaff - 29540 SPEZET

1.2 - Classement du programme

1.3 - Surcharge d'exploitation

1.4 - Connaissance des lieux et certificat de visite

- L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre et/ou la signature de son marché :
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;
 - avoir procédé à une visite détaillée du terrain et apprécié toutes sujétions résultant, certificat de visite joint à l'appel d'offres à joindre signé par le maître d'ouvrage à la remise des offres;
 - de la configuration des abords et des accès
 - de la nature du sol, du niveau de la nappe phréatique, des venues d'eaux éventuelles et de la topographie,
 - des moyens d'extraction et d'approvisionnements en matériaux
 - des conditions de stockage
 - des ressources en main d'œuvre, en énergie, en eau,
 - de l'éloignement des décharges autorisées,
 - des possibilités d'installation de chantier,
 - avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de marché notamment des plans, des dessins d'exécutions et du descriptif ;
 - avoir pris connaissance du rapport de fin de phase de conception établi par le contrôleur technique et avoir pris toutes dispositions nécessaires pour répondre aux conclusions et aux prescriptions de ce rapport ;
 - avoir recueilli tout autre renseignement utile du maître d'œuvre et le cas échéant, des bureaux d'études techniques, ainsi que des services publics (Équipement, Télécoms, ...).

L'entrepreneur assure l'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans les meilleures conditions et dans les délais contractuels.

1.5 - Contrainte de voisinage

Toute intervention sur la parcelle voisine sera soumise à l'autorisation du ou des propriétaires des parcelles mitoyennes. Sera comprise dans l'offre la remise en état des dégradations éventuelles sur ces parcelles.

1.6 - Entretien de la voirie - Branchements

L'entretien de la voirie mise à disposition des entrepreneurs, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier, tant à l'ouverture du chantier pour des voies existantes qu'au cours du chantier pour les voies réalisées pendant la période d'exécution est entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Il répond personnellement de cet entretien et fait son affaire des réclamations de toute nature qui pourraient être présentées par les administrations, organismes aménageurs, services ou collectivités publiques, pour usage des voies ou réseaux publics. Il en est de même des travaux de nettoyage périodique qui seraient exigés au même titre, le tout de manière que le Maître d'Ouvrage ne puisse être inquiété ni recherché à ce sujet.

L'entrepreneur s'engage en tant que besoin à garantir celui-ci de toute responsabilité à cette occasion.

Les frais d'entretien de voirie et ouvrages divers sont à la charge de l'entreprise de gros œuvre pour le compte de l'ensemble des entreprises et répartis au compte prorata.

L'entrepreneur fait son affaire auprès des services compétents de toutes démarches, autorisations, ou autres sujétions ayant trait au chantier ; il fait établir notamment les branchements et canalisations pour la distribution de l'eau et de l'électricité correspondant aux

besoins du chantier ; il assure l'établissement et l'entretien des voies provisoires nécessaires à l'approvisionnement du chantier, ainsi que la construction et l'entretien de toutes installations telles que hangars et magasins nécessaires au stockage et à la bonne conservation des matériaux, matériels et fournitures. Il règle tous frais y afférent.

1.7 - Corps d'état intervenant

. Lot n° 01 Menuiseries extérieures Mixtes Bois Aluminium & Aluminium

1.8 - Composition du CCTG

Composition de C.C.T.G. (Cahier des Clauses Techniques Générales) applicable aux Marchés Publics de travaux selon Arrêté du 30 Mai 2012. La composition du CCTG applicable est celle qui est en vigueur au dernier jour du mois qui précède la date de remise des offres.

À titre indicatif, l'entrepreneur peut consulter en annexe du présent document la liste provisoire, de l'Arrêté du 30 Mai 2012.

ANNEXE I DE L'ARRETE DU 20 MAI 2012

Liste des fascicules interministériels
applicables aux marchés publics de travaux de génie civil
(CCTG et ancien CPC travaux publics interministériel)

| DÉNOMINATION ET NATURE | TITRE | RÉFÉRENCES DE PUBLICATIONS |
|---------------------------------|--|-------------------------------|
| Fascicule 2 CCTG | Terrassements généraux | N° spécial 2003-2 |
| Fascicule 4 Titre II CCTG | Fourniture d'acier et autres métaux. — Armatures à haute résistance pour les constructions en béton précontraint par pré ou post-tension | N° spécial 83-14 quater |
| Fascicule 23 CCTG | Fournitures de granulats employés à la construction et à l'entretien des chaussées | N° spécial 2008-1 |
| Fascicule 24 CCTG | Fourniture de liants bitumineux pour la construction et l'entretien des chaussées | N° spécial 2004-5 |
| Fascicule 25 CCTG | Exécution des corps de chaussées | N° spécial 96-2 T.O |
| Fascicule 26 CCTG | Exécution des enduits superficiels d'usure | N° spécial 96-3 T.O |
| Fascicule 27 CCTG | Fabrication et mise en œuvre des enrobés hydrocarbonés | N° spécial 96-4 T.O |
| Fascicule 28 CCTG | Exécution des chaussées en béton | N° spécial 2003-3 |
| Fascicule 29 CCTG | Exécution des revêtements de voiries et espaces publics en produits modulaires | N° spécial 2006-40 |
| Fascicule 31 CCTG | Bordures et caniveaux en pierre naturelle ou en béton et dispositif de retenue en béton | N° spécial 83-42 bis |
| Fascicule 32 CCTG | Construction de trottoirs | N° spécial 70-91 bis |
| Fascicule 34 CCTG | Travaux forestiers de boisement | N° spécial 86-7 bis |
| Fascicule 35 CCTG | Aménagements paysagers. — Aires de sports et de loisirs en plein air | N° spécial 99-25 |
| Fascicule 36 CCTG | Réseau d'éclairage public. — Conception et réalisation | N° spécial 88-587 |
| Fascicule 39 CCTG | Travaux d'assainissement et de drainage des terres agricoles | N° spécial 92-2 T.O |
| Fascicule 56 CCTG | Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion | N° spécial 2004-3 |
| Fascicule 62 Titre V – CCTG | Règles techniques de conception et de calcul des fondations d'ouvrages de génie civil | N° spécial 93-3 T.O |
| Fascicule 64 CCTG | Travaux de maçonnerie d'ouvrages de génie civil | N° spécial ULTE 82/24 |
| Fascicule 65 CCTG | Exécution des ouvrages de génie civil en béton armé ou précontraint | N° spécial 93-1164 |

| | | |
|----------------------------------|--|--------------------------|
| Fascicule 66 CCTG | Exécution des ouvrages de génie civil à ossature en acier | N° spécial 93-1164 |
| Fascicule 67 Titre I - CCTG | Etanchéité des ponts routes. — Support en béton de ciment | N° spécial 92-5 |
| Fascicule 67 Titre III - CCTG | Etanchéité des ouvrages souterrains | N° spécial 92-5 |
| Fascicule 68 CCTG | Exécution des travaux de fondation des ouvrages de génie civil | N° spécial 93-1164 |
| Fascicule 69 CCTG | Travaux en souterrain | |
| Fascicule 70 CCTG | Ouvrages d'assainissement Titre Ier. — Réseaux Titre II. — Ouvrages de recueil, de restitution et de stockage des eaux pluviales | N° spécial 2003-10 |
| Fascicule 71 CCTG | Fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau | N° spécial 2003-04 |
| Fascicule 73 CCTG | Equipement hydraulique, mécanique et électrique des stations de pompage d'eaux | N° spécial 2003-05 |
| Fascicule 74 CCTG | Construction des réservoirs en béton | N° spécial 98-3 T.O |
| Fascicule 75 CCTG | Conception et exécution des installations de traitement des eaux destinées à la consommation humaine | |
| Fascicule 76 CCTG | Travaux de forage pour la recherche et l'exploitation d'eau potable | N° spécial 87-3 bis |
| Fascicule 78 CCTG | Canalisations et ouvrages de transport et de distribution de chaleur ou de froid | N° spécial 97-4 T.O |
| Fascicule 81 Titre I - CCTG | Construction d'installation de pompage pour le relèvement ou le refoulement des eaux usées domestiques, d'effluents industriels ou d'eaux de ruissellement ou de surface | N° spécial 2003-6 |
| Fascicule 81 Titre II - CCTG | Conception et exécution d'installations d'épuration d'eaux usées | N° spécial 2003-7 |
| Fascicule 82 CCTG | Construction d'installations d'incinération avec fours à grille, oscillants ou tournants de déchets ménagers, autres déchets non dangereux et DASRI | N° spécial 93-1164 |
| Fascicule 85 CCTG | Construction d'installation de broyage des déchets ménagers | N° spécial 83-14 septies |

ANNEXE II DE L'ARRETE DU 20 MAI 2012

Liste des fascicules interministériels (C.C.T.G.)
applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment

| DÉNOMINATION | TITRE | |
|--------------|---|---|
| | EXÉCUTION DES TRAVAUX | |
| DTU 12 | Terrassements pour le bâtiment | |
| CTU 13.11 | Exécution des fondations superficielles | |
| DTU 13.2 | Fondations profondes pour le bâtiment | |
| DTU 20.1 | Ouvrages en maçonnerie de petits éléments : parois et murs | |
| DTU 22.1 | Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions en béton ordinaire | |
| DTU 23.1 | Parois et murs en béton banché | |
| DTU 25.1 | Enduits intérieurs en plâtre | |
| DTU 25.232 | Plafonds suspendus (plaques de plâtre à enduire, plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues). | |
| DTU 25.31 | Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre (cloisons en carreaux de plâtre à parement lisse). | |
| DTU 25.41 | Ouvrages de plaques de parement en plâtre | |
| DTU 25.42 | Complexes de doublage | |
| DTU 26.1 | Induit aux mortiers de liants hydrauliques | |
| DTU 26.2 | Chapes et dalles à base, de liants hydrauliques | |
| DTU 36.1 | Menuiserie en bois | |
| DTU 37.1 | Menuiserie métallique | 1727 d'octobre 1981 2428 de juillet 1990 2635 de février 1993 |
| DTU 39 | Vitrerie | 2224 de mars 1988 2251 de juin 1988 et 2429 de juillet 1990 |
| DTU 43.1 | Étanchéité des toitures-terrasses avec éléments porteurs en maçonnerie | 2030 d'octobre 1985 2624 et 2624 de décembre 1992 |
| DTU 43.2 | Étanchéité des toitures avec éléments porteurs en maçonnerie, de pente au moins égale à 5 pour 100 | 2445 d'octobre 1990 |
| DTU 52.1 | Revêtements de col scellés | 1543 de novembre 1978 et 1607 de novembre 1979 |
| DTU 53.2 | Revêtements de sols plastiques collés | 1683 de décembre 80 |
| DTU 59.1 | Peinture | 321 d'octobre 59 883 de juillet/aout 69 1420 janv/fév 1977 1619 de décembre 79 1643 d'avril 1980 et 1734 de |

| | | |
|--------------|--|---|
| DTU 59.2 | Revêtements plastiques épais | novembre 81 |
| DTU 60.1 | Plomberie sanitaire pour bâtiment à usage d'habitation | 1938 de juillet 1984 |
| DTU 60.2 | Canalisations en fonte, évacuations d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux-vannes | 1735 de novembre 81 |
| | | 1736 de novembre 81 |
| | Canalisation en chlorure de polyvinyle non plastifié | 1737 de novembre 81 |
| DTU 60.31 | - eau froide avec pression | 2177 de septembre 87 |
| DTU 60.32 | - évacuation des eaux pluviales | 1764 d'avril 1982 |
| DTU 60.33 | - évacuation d'eaux usées et d'eaux-vannes | 1789 de août 1982 et 2461 de décembre 90 |
| DTU 60.5 | Canalisations en cuivre | 784 d'avril 1968 |
| DTU 61.1 | Installations de gaz | |
| DTU 65.3 | Installations de sous-stations d'échange à eau chaude sous pression | |
| DTU 65.7 | Planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton | 2056 de janvier 1986 |
| DTU 65.8 | Planchers chauffants à eau chaude utilisant des tubes en matériaux de synthèse | 2387 de février 1990 |
| DTU 65.10 | Canalisations d'eau chaude ou froide sous pression et canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiment | 2388 de février 1990 |
| DTU 65.11 | Dispositifs de sécurité des installations de chauffage central à eau chaude ou à eau surchauffée à basse température | 1161 de janv/ fév 73 et 1210 d'octobre 1973 |
| CC1 | Conception des installations de chauffage central à eau chaude ou à eau surchauffée à basse température | Brochure "marchés publics" n°2015 (1190) |
| CC2 | Dimension de ces mêmes installations | Brochure "marchés publics" n° 2015(1990) |
| CC3 | Réalisation de ces mêmes installations | Brochure "marchés publics" n° 2015(1990) |
| CC4 | Conception des installations de chauffage à air chaud pulsé destinées au chauffage d'ambiance des locaux industriels. | Brochure "marchés publics" n° 2015(1990) |
| CC5 | Dimension de ces mêmes installations | Brochure "marchés publics" n° 2015(1990) |
| CC6 | Réalisations de ces mêmes installations | Brochure "marchés publics" n° 2015(1990) |
| DTU 68.2 | Installation de ventilation mécanique | 2282 d'octobre 1988 |
| | Installation de détection incendie | Brochure "marchés publics" n° 5655(1981) |
| Fascicule 35 | Travaux d'espaces verts, d'aires de sports et de loisirs | N° spécial 78-3 bis du BOECV et T |
| Fascicule 70 | Canalisations d'assainissement et ouvrages annexes | N° spécial 92-6 du BOMELT |
| | | N° spécial 79-49 bis du |

| | | |
|--------------------------|--|---|
| Fascicule 71 | Fourniture et pose de canalisations d'eau, accessoires et branchements | BOECV et T |
| Fascicule 3 | Fourniture de liants hydraulique | N° spécial 83-14 bis du BOUL, T et E |
| Fascicule 4 Titre I | Fourniture d'acier et autres métaux. Armatures pour béton armé | N° spécial 83-14 ter du BOUL, T et E |
| Fascicule 4 Titre II | Armatures à haute résistance pour constructions en béton précontraint par pré ou post-tension | N° spécial 83-14 quart du BOUL, T et E |
| Fascicule 4 Titre III | Aciers laminés pour construction métalliques | N° spécial 75-68 bis du BOEL, brochure 2004 du journal officiel |
| Fascicule Titre IV | Rivets en acier, boulonnerie à serrage contrôlé destinée à l'exécution des constructions métalliques | N° spécial 83-14 quinquies du BOUL, T et E |

RÈGLES DE CALCUL

| | | |
|---|--|---|
| DTU-NV 65 | Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions modifiées pour ce qui concerne les effets de la neige par "règles N 84" | Eyrolles, 2171 d'août 1987 |
| | Modificatif n° 1 relatif à la France d'outre-mer, à l'exclusion de la Guyane | 2127 de février 1987 |
| DTU-PS 69 | Règles parasismiques 1969 annexes et addenda 1982 | Eyrolles de février 1982 |
| DTU-CM 66 | Règles de calcul des constructions en acier. Additif 1980 | Eyrolles 1979 additif CTMICM mars 1981 |
| Fascicule 62, titre I, Section I, dit règles "BAEL" 91 | Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé, suivant la méthode des états limites. | 2568 mars 1992 n° spécial 92-3 du BOMELT |
| Fascicule 62, titre I, Section II, dit règles "BPEL" 91 | Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint suivant la méthode des états limites. | 2578 d'avril 1992 n° spécial 92-4 du BOMELT |
| DTU 20.1 | Règles de calcul et dispositions constructives minimales des ouvrages en maçonnerie de petits éléments. Parois de murs. | 2024 de septembre 1985 |
| DTU 13.12 | Règles pour le calcul des fondations superficielles | |
| DTU 60.11 | Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire et des installations d'évacuation des eaux pluviales. | 2225 de mars 1988 et 2996 de novembre 88 |
| DTU Cheminées | Règles et processus de calcul des cheminées fonctionnement en tirage naturel | 2280 d'octobre 1988 |
| | | 1354 de décembre 1975 |
| DTU Règles feu FB | Méthodes de précisions par le calcul du comportement au feu des structures béton | 2188 d'octobre 1987 |
| FA | Méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier et annexes (méthodologie de caractérisation des produits de protection) | 1840 d'avril 1983 |
| | Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des poteaux mixtes | |

| | | |
|----------|--|--|
| FPM 88 | (acier+béton) | 2270 de septembre 1988 |
| | Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction | |
| DTU-Th-K | Mise à jour portant sur les parois vitrées et les portes | 1478 de novembre 1977 et 1512 de juin 1978 |
| | Règles de calcul du coefficient GV des bâtiments d'habitation et du coefficient G1 des bâtiments autres d'habitation | 2096 de septembre 1986 |
| DTU-TH-G | | 2486 d'avril 1991 (réédition complète) |

DÉFINITIONS

BOTP : Bulletin officiel du ministère des travaux publics.

BOEL : Bulletin officiel du ministère de l'équipement et du logement.

BOECV et T : Bulletin officiel du ministère de l'environnement et du cadre de vie et du ministère des transports

BOET, L et e : Bulletin officiel du ministère des transports, du ministère du logement et du ministère de l'environnement.

BOUL, T et E : Bulletin officiel du ministère de l'urbanisme et du logement, du ministère des transports et du ministère de l'environnement.

BOMELATTM : Bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports et de la mer ou des précédents ministères.

Pour présenter son offre, l'entreprise utilisera le bordereau annexé au dossier de consultation, augmenté le cas échéant, d'une ou plusieurs pages apportant les corrections souhaitées par l'entreprise ; les montants figurant à l'Acte d'Engagement tiendront compte des chiffres de l'entreprise.

1.10 - Provenance des matériaux

Sauf spécifications contraires, tous les matériaux et les éléments entrant dans la composition des ouvrages seront neufs et ayant subi des conditions de stockage de nature à garantir les caractéristiques pour lesquelles ils ont été conçus.

L'offre de prix de l'entreprise doit être étudiée à partir des marques et type de matériels et matériaux spécifiés dans les articles ci-après.

L'entreprise pourra présenter, en variante seulement, une offre de prix pour du matériel ou des matériaux équivalents ; l'architecte sera seul compétent pour juger de cette équivalence.

1.11 - Choix des matériaux - Dimensionnement

Les caractéristiques des matériaux non définis par les pièces du marché seront soumises par l'entreprise à l'approbation préalable (avant mise en œuvre) de la maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'Oeuvre fera connaître sa réponse sous huitaine.

1.12 - Présentation des échantillons

L'entreprise est tenue de présenter les échantillons afin que l'architecte puisse faire les choix définitifs. Cette présentation se fera suivant un programme tenant compte des délais d'approvisionnement. La date de présentation sera arrêtée par l'architecte ; l'entreprise indiquant, dès la période de préparation de chantier, la date butoir au-delà de laquelle les approvisionnements ne peuvent plus être assurés normalement.

Les échantillons proposés par l'entreprise seront de la marque et de la série indiquées dans les articles suivants. Dans l'hypothèse où aucune marque n'est précisée, l'entreprise présentera les échantillons de son choix mais répondant aux performances requises. Ce choix sera proposé et précisé dans son offre de prix par un document annexe. En cas d'absence de document annexe, l'architecte a la liberté de choisir les matériaux parmi les fournisseurs de sa convenance.

L'entreprise garde la maîtrise de son approvisionnement : si, par oubli, elle ne signale pas la date butoir permettant d'assurer l'approvisionnement, l'architecte aura la liberté de choisir les matériaux chez un autre fournisseur sans que l'entreprise puisse prétendre à une majoration de son prix.

1.13 - Connaissance du CCTP tous corps d'état

Ce document est tiré du CCTP général tous corps d'état qui, même s'il n'est pas visé par l'entreprise, est réputé connu d'elle. De ce fait toute réclamation consécutive à la coordination des travaux et à l'adaptation des ouvrages de ce corps d'état à ceux d'autres corps d'état ne sera pas fondée.

Dans le cas où une présentation serait définie à plusieurs lots, le maître d'œuvre désignera l'entreprise qui doit exécuter l'ouvrage ; le budget correspondant sera déduit du marché des autres entreprises.

1.14 - Interférences entre corps d'état

Sauf spécifications contraires apportées au titre même du CCTP correspondant à chaque lot, les clauses ci-après sont applicables :

1.14.1 - Réserve dans la structure béton

- Concernant tous les ouvrages en béton ou maçonnerie de 10 cm d'épaisseur minimum
Chaque entreprise doit les percements qui lui sont nécessaires.

Toutefois à la demande des entreprises de corps d'état secondaire, le marché du lot GROS OEUVRE prévoit les réservations nécessaires qui seront réalisées suivant plans fournis par les corps d'état intéressés ; dans ce cas, les rebouchements sont à la charge du lot gros œuvre - dans tous les cas, la fixation, les fourreaux et protection nécessaires aux ouvrages traversant sont à la charge des corps d'état concernés par ces ouvrages - l'incidence financière de ces prestations est réputée intégrée au prix de l'ouvrage.

- Concernant tous ouvrages de maçonnerie d'épaisseur inférieure à 10 cm :

Sauf cas très particuliers et faisant l'objet d'une spécification précise, il n'est pas prévu de réserve - les percements, rebouchements et fourreaux sont à la charge des corps d'état intéressés - les rebouchements seront exécutés au mortier de ciment, finition du percement dito parties courantes.

1.14.2 - Percements dans ouvrages existants

Percements nécessaires aux passages des conduits :

Parois maçonnerie :

- parois épaisseur 15 cm maxi

- * chaque corps d'état réalise les percements qui lui sont nécessaires

- * le rebouchement est assuré par cette même entreprise - la finition du rebouchement est identique aux parties courantes.

- Parois épaisseur supérieure à 15 cm

- * l'entreprise de gros œuvre réalise le percement et le rebouchement finition du rebouchement identique aux parties courantes.

Parois non maçonnées :

- chaque entreprise assure les percements et rebouchements (à l'identique) qui lui sont nécessaires.

Planchers maçonnerie :

- le lot GROS-OEUVRE réalise et rebouche les percements - finition des percements dito parties courantes

Saignées pour passage des canalisations

- Parois et planchers maçonnerie :

- * le lot PLOMBERIE CHAUFFAGE & ELECTRICITE VMC réalise les saignées compris rebouchements.

1.14.3 - Fixation

- Fixation dans la structure béton et maçonnerie

Chaque entreprise doit les moyens de fixation de ses ouvrages soit par scellement, soit par chevilles. Les charges induites par ces fixations seront précisées sur le plan de réservation à présenter lors de la période de préparation. Les renforts nécessaires au titre de la structure sont à la charge du lot GROS-OEUVRE.

- Traversée et fixation aux éléments de charpente

Tous les corps d'état intéressés devront présenter un plan renseigné précisant la nature des charges à mettre en œuvre - Les renforts et chevêtres nécessaires au titre de la structure sont à la charge du lot CHARPENTE.

- Concernant les ouvrages plâtre et assimilé

Les fixations, percements, nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages sont à la charge de chaque corps d'état intéressé. Les moyens de fixations envisagés ainsi que les charges induites seront soumis au lot responsable des ouvrages plâtre pour agrément du procédé. Les plans devront être produits pendant la période de préparation.

- Concernant les faux plafonds métalliques et faux plafonds fibres

Les percements nécessaires à la fixation des appareils plafonniers sont à la charge du lot Faux Plafond. Ces percements seront réalisés suivant indications des corps d'état concernés - La fixation même des appareils reste à la charge des corps d'état intéressés par ces accessoires de plafonds. Ces corps d'état devront avoir l'agrément de l'entreprise responsable des plafonds correspondants sur les systèmes envisagés. Les plans correspondants devront être produits pendant la période de préparation.

- NOTA :

L'indice de ces prestations doit être intégrée dans chacun des prix unitaires des ouvrages répertoriés.

1.15 - Compatibilité des ouvrages

... avec les ouvrages existants (raccordements) et les ouvrages des autres corps d'état.

Chaque entreprise à la responsabilité de s'assurer dès la période d'Appel d'Offres, puis tous au long du chantier, la totale compatibilité de son ouvrage avec ceux qui sont existants neufs ou réutilisés, ou ceux qui sont à venir. Toutes dispositions indispensables à la mise en œuvre de son ouvrage, mais qui ne relèveraient pas traditionnellement de son corps de métier, devront être demandées en même temps que la remise des propositions. Passé ce délai, toute réclamation de l'entreprise ne sera pas fondée.

Les entreprises devront procéder à la réception des supports avant tout démarrage des travaux. En l'absence d'observations particulières avant travaux, l'entreprise est réputée avoir procédé à la réception des supports sans réserve.

NOTA :

La réception du support s'entend :

- en ce qui concerne la solidité du support
- en ce qui concerne la qualité de la surface
- en ce qui concerne la verticalité pour les ouvrages réputés verticaux tels que cloisons, parois, et doublages, châssis et portes
- en ce qui concerne l'horizontalité pour les ouvrages réputés horizontaux tels que planchers, plafonds etc...

De fait, la responsabilité de l'entreprise chargée de réceptionner les supports est engagée jusqu'à la fin du chantier.

Pour les travaux (dans l'ancien), les entreprises devront prendre connaissance sur le site de l'état des lieux. Elles devront signaler toute incompatibilité entre l'état des ouvrages existants et la nature des travaux neufs décrits au CCTP.

Les entreprises devront tenir compte de l'état existant pour prévoir les adaptations nécessaires à la mise en œuvre complète et dans les règles de l'art des travaux neufs sur ces existants. La réception des ouvrages existants fait partie intégrante de la réception des supports.

Ces vérifications seront réalisées durant la période d'Appel d'Offres ; l'incidence financière des travaux sur existant est réputée intégrée au marché - toute réclamation ultérieure sera rejetée par le Maître d'œuvre.

1.16 - Protection des ouvrages

Chaque entreprise à la responsabilité de son ouvrage durant toute la période de chantier jusqu'à réception.

Toutes dispositions qui sont à prendre quant à la protection de ses ouvrages relèvent de sa propre initiative. L'incidence financière de ces protections est réputée intégrée dans chaque prix unitaire.

1.17 - Contenu du compte prorata

Outre les frais précisés dans les différents documents constituant le marché de travaux, le compte prorata doit intégrer

- Nettoyage de livraison :

Ouvrage comprenant le nettoyage complet des différents ouvrages avec enlèvement des tâches, des gravats, des poussières, nettoyage des vitres parement intérieur et extérieur, nettoyage des appareils sanitaires, des sols-carrelages et sols PVC, dépoussiérage des sols textiles, etc. jusqu'à l'obtention de locaux prêts à être habités.

- les frais de reproduction du dossier "marché des travaux" soumis à la signature à partir de l'original établi par la maîtrise d'œuvre - prévoir 10 exemplaires pour chacun des lots.

1.18 - Bureau de contrôle

L'entreprise doit fournir au bureau de contrôle tous les documents nécessaires aux vérifications : plan de mise en œuvre, textes justificatifs, note de calcul, certificats d'essai laboratoire, etc... et ceci, avant commande des matériels ou mise en œuvre.

Ces renseignements devront parvenir au minimum 15 jours avant la mise en chantier, et ceci, à l'initiative de l'entreprise.

1.18.1 - Observation relative au bureau de contrôle

I - GÉNÉRALITÉS

- Il est rappelé que conformément au Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 - art. 4 JORF 12 septembre 2007 en vigueur le 1er octobre 2007 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et à l'article GE 2 de l'A. du 25/06/80, les dossiers complets de chauffage, de ventilation, de distribution de gaz et d'installations électriques doivent être examinés par la Commission de Sécurité un mois au moins avant le début des travaux.

- L'exécution de travaux dangereux (soudures, découpages oxyacétyléniques, ...) est soumise aux prescriptions de l'article GN 13 de l'A. du 25/06/80.

Par ailleurs en ce qui concerne les travaux "par points chauds" tels que soudure autogène, lampes à souder, soudures électriques, découpages, meulages, la procédure de "permis de feu" est obligatoirement à mettre en service.

- Selon l'article GN 12 et GN 14 de l'A. du 25/06/80, tous matériaux et matériels utilisés et devant présenter une réaction et/ou une résistance au feu exigée par la réglementation en vigueur et/ou par la commission de sécurité, devront bénéficier d'un procès verbal de classement établi par un laboratoire agréé, en cours de validité ; ils devront être utilisés dans les conditions strictement définies par le PV. Avant toute utilisation de ces matériaux et matériels, le PV correspondant sera transmis au Bureau de Contrôle pour avis.

En fin de chantier, afin d'établir notre "rapport de fin de mission" exigé par la Commission de Sécurité, tous les PV des matériaux et matériels utilisés seront à nouveau transmis au

Bureau de Contrôle avec une attestation pour chacun d'eux certifiant que les matériels et matériaux utilisés sont bien ceux faisant l'objet des PV transmis et qu'ils ont été utilisés dans les strictes conditions du PV correspondant.

Les plans et documents nécessaires à l'exercice de la mission du bureau de contrôle devront être fournis dans un délai de 5 jours avant commencement des travaux. Ces divers documents devront être dans un état d'élaboration suffisant pour permettre de donner un avis sur les dispositions projetées.

Toutes variations ou modifications aux plans ou pièces écrites déjà produites devront faire l'objet d'un nouvel avis.

L'absence de présentation de documents d'exécution, nécessaire à l'exercice du rôle de prévention des aléas, est susceptible d'entraîner un avis défavorable de la part du bureau de contrôle sur les ouvrages ou parties d'ouvrages incriminés, même s'ils sont déjà réalisés.

Les plans d'exécution, établis soit par les entreprises, soit par des BET extérieurs, devront représenter l'ouvrage dans sa totalité et dans tous ses détails.

Leur élaboration devra être telle qu'ils permettent une exécution totale des ouvrages sans interprétation de l'équipe d'exécution.

Leur degré de finition indiquant les moindres détails nécessaires à une bonne exécution devra être tel que ces plans remis à des entreprises différentes aboutirait à l'exécution d'ouvrages strictement identiques.

1.1 - Qualification et autocontrôle des entreprises :

Les entreprises attributaires devront être titulaires des assurances minimales nécessaires pour l'exécution des travaux de leur lot. La vérification de la qualification minimale des entreprises permettant d'assurer l'exécution des travaux de leur lot n'appartient pas au contrôleur Technique de même que celle de leur situation au regard des obligations d'assurances. Le Contrôleur Technique devra cependant être tenu informé de toute anomalie pouvant se présenter.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises est réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures : conformité aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché, quel que soit leur degré de finition.
- au niveau du stockage, des manutentions, de la protection éventuelle des matériaux contre les risques d'altération, d'agression des agents atmosphériques ou de déformation mécanique
- au niveau de l'interface entre corps d'état : l'entrepreneur se doit de vérifier, tant en ce qui concerne la conception que l'exécution que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- au niveau de la prestation et la mise en œuvre : vérification de l'exécution conformément au DTU et règles de l'art
- au niveau des essais : l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU, les règles professionnelles et ceux qui sont exigés par les spécifications du marché.

1.2 - Règles de référence

1.2.1 - Travaux de technique traditionnelle

Les travaux dits traditionnels devront être exécutés selon :

- le CCTG dont la dernière édition applicable a été fixée
 - Textes européens :
 - Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
 - Textes nationaux :
 - Code des marchés publics (Décret n°2006-975 du 1er août 2006 – JO du 4 août 2006)

- Arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés et accords-cadres, du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (J.O du 29 août 2006).
- les normes françaises homologuées
- les normes françaises enregistrées
- les prescriptions des D.T.U.
- les "RÈGLES" ou "CAHIER DES CHARGES" professionnels acceptés par l'AFAC (Liste de janvier 1991)
- les règles dites professionnelles en vigueur à la date de signature des marchés de travaux.

1.2.2 - Travaux de technique non traditionnelle

1.2.2.1 - Matériaux ou procédés bénéficiant d'un avis technique :

L'Avis Technique du CSTB devra être favorable et en cours de validité pour l'utilisation qui sera faite des matériaux ou procédés concernés.

Les ouvrages de technique non traditionnelle réalisés avec des produits ou suivant des procédés visés par un Avis Technique devront présenter un "Risque Normal" au sens de l'A.F.A.C. (Association Française des assurances Construction). Les constructions de l'A.F.A.C. à un risque normal constituent des informations, plus particulièrement destinées aux sociétés d'Assurances adhérentes, en vue de les aider dans leur détermination des conditions d'assurance des ouvrages concernés.

Il est rappelé qu'on entend par "risque normal" un risque équivalent à celui d'un ouvrage de même fonction que celui considéré dans l'Avis Technique, qui serait réalisé par une Entreprise "qualifiée" avec des produits ou des procédés traditionnels et normalisés (conformes aux définitions et spécifications des normes françaises homologuées en la matière) dans les domaines et selon des conceptions et des prescriptions de mise en œuvre conformes à celles des documents D.T.U. (Cahier des Charges ou Cahier des Clauses Techniques, règles de calcul et Cahier des Clauses Spéciales), et autres textes techniques (mémentos, guides, ...) établis par les Groupes DTU et annexes aux documents DTU en vigueur.

La conclusion de l'A.F.A.C. à un risque Normal ne vaut que si sont respectées :

- d'une part les prescriptions et conditions de validité de l'Avis Technique et des documents qui lui sont annexés ou auxquels il fait renvoi (dont celles de Cahier des Prescriptions Techniques qui peuvent introduire des limitations ou des prescriptions modifiant profondément les dispositions du Dossier Technique prévues par le demandeur de l'Avis Technique)
- d'autre part, les éventuelles limitations ou conditions complémentaires formulées par l'A.F.A.C. et figurant en regard de l'Avis Technique sur les listes publiées par l'A.F.A.C.

Sauf mention contraire portée sous la rubrique "limitations ou conditions complémentaires" des listes diffusées par l'A.F.A.C., la conclusion à un "Risque Normal" formulée à la date indiquée est valable un an avec tacite reconduction dans la mesure où :

- l'Avis Technique n'a pas fait l'objet d'une annulation ou d'une révision en cours d'année (auquel cas, la conclusion formulée par l'A.F.A.C. sera automatiquement caduque à la date de la révision ou d'annulation de l'Avis)
- l'A.F.A.C n'a pas d'elle-même revu sa conclusion sur le risque avant l'échéance annuelle fixée.

1.2.2.2. - Matériaux ou procédés ne bénéficiant pas d'un Avis Technique :

À défaut d'Avis Technique, les réalisateurs devront s'engager à fournir au Maître d'Ouvrage, ou Maître d'Oeuvre, et au Contrôleur, les Cahiers des Charges éventuellement visés par un contrôleur Technique ou ATEX

et concluant à un avis favorable, ainsi que les procès verbaux d'essais accompagnés d'une attestation d'assurance garantie à durée légale.

1.2.2.3 - Dispositions communes aux deux cas :

L'entreprise devra se conformer au Cahier des Charges du Fabricant ou tenant du procédé et d'assurer que l'on est dans un domaine d'utilisation couvert par l'assurance.

Le fabricant du procédé doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant en outre :

- la garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu dans les limites des articles 1792 et 1792.2 du Code Civil pour les dommages matériels subis par la Construction.

- Le maintien de cette garantie pour la durée de la responsabilité de l'entrepreneur traitant.

Tous les matériaux et matériels utilisés et bénéficiant d'un AT favorable du CSTB en cours de validité et d'une conclusion "Risque Normal" de la part de l'A.F.A.C. (cas 1.2.2.1) ou d'une assurance spécifique (cas 1.2.2.2) devront être soumis à l'approbation des Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre et Bureau de Contrôle avant tout commencement des travaux. Le Bureau de Contrôle émettra un avis quant à l'utilisation de ces matériels et matériaux sur présentation des documents ci-dessus énumérés par l'entreprise concernée. Ces matériels et matériaux devront être utilisés strictement dans les conditions définies par les Cahiers des Charges et documents connexes.

En fin de chantier, afin d'établir le "Rapport de Fin de Mission" exigé par le Maître de l'Ouvrage dans le cadre de la convention de contrôle, tous les documents (AT et Cahiers des Charges à défaut d'AT) des matériaux et matériels utilisés en cours de chantier devront être à nouveau transmis au Bureau de Contrôle avec une attestation pour chacun d'eux certifiant que les matériaux et matériels utilisés sont bien ceux qui sont faisant l'objet des documents transmis et qu'ils ont été utilisés dans les strictes conditions définies soit conjointement par l'Avis Technique du CSTB et l'A.F.A.C., soit dans le Cahier des Charges les concernant.

II - ESSAIS COPREC

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer à leurs frais au mieux avant réception, les essais et vérifications figurants dans le document technique COPREC N° 1, approuvé par les assureurs et paru dans le supplément spécial n° 82.51 bis du Moniteur en date du 17 décembre 1982, dans la mesure, bien entendu, où ces essais et vérifications s'appliquent aux installations concernées.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC N°2 paru dans le supplément spécial du Moniteur cité ci-dessus.

Ces procès verbaux devront être renvoyés au Bureau de Contrôle en un exemplaire, avant réception des travaux.

Il est précisé qu'en ce qui concerne le chauffage et le conditionnement d'air, le Bureau de Contrôle procédera à des essais de température (et d'hygrométrie en cas de conditionnement d'air) en vue de donner au Maître d'Ouvrage pour son assureur, des informations sur le fonctionnement des installations. Ces essais auront lieu lorsque les conditions climatiques s'y prêteront.

Pour que ces essais soient significatifs, il sera nécessaire que les procès verbaux des essais CA1 à CA7, CH1 à CH7 fassent apparaître des résultats satisfaisants et qu'en particulier :

- l'installation soit équilibrée
- le réglage des régulations et ventilations soit effectué
- l'installation soit en régime

Il est, bien entendu, qu'au cas où les essais faits par le Bureau de Contrôle feraient apparaître des résultats insuffisants, il appartiendra à l'entreprise responsable, pour son propre compte et sous sa responsabilité :

- de remédier aux causes de ces insuffisances
- de procéder à de nouveaux essais
- d'en établir les procès verbaux
- de les soumettre pour avis au Bureau de Contrôle

Pour information, les lots techniques concernés par les essais COPREC sont, d'une manière générale, les suivants :

AS - Ascenseurs, monte-charge
AT - Distribution collective d'antennes de télévision
CA - Conditionnement d'air
CH - Chauffage
EL - Installations électriques
EM - Escaliers mécaniques
FS - Fluides spéciaux
PB - Plomberie
PE - Portiers électroniques
PG - Portes motorisées de garage
RA - Réseau d'alimentation en eau
RE - Réseau d'évacuation
VM - Ventilation mécanique

1.19 - AutoContrôle des entreprises

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour assurer les obligations de contrôle interne qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978 et portant notamment sur la qualité des fournitures, du stockage, de la fabrication des différents matériaux utilisés, et procéder aux vérifications et essais demandés par le DTU et les règles de l'art.

Tous ces contrôles seront réalisés sous la responsabilité d'une personne de l'entreprise désignée nominativement au plus tard 15 jours après notification du marché. Tout changement de personne sera aussitôt porté par écrit, à la connaissance du maître d'ouvrage, du bureau de contrôle et du maître d'œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux, et notamment :

- au niveau de la fourniture : vérification des caractéristiques et compatibilité avec les spécifications du marché
- au niveau du stockage : vérification des conditions de stockage mettant les produits à l'abri des agressions de toutes sortes
- au niveau de l'interface avec les autres corps d'état : compatibilité des produits déjà en place ou produits à venir
- au niveau de la fabrication et la mise en œuvre : respect des normes DTU
- au niveau des essais : vérification du fonctionnement et des performances des ouvrages.

1.20 - Coprec

Les essais dont la liste indicative a été publiée au MONITEUR DES T.P. ET BATIMENTS de 17/02/1982 (supplément spécial n° 82.51 bis) devront être effectués avant la réception et faire l'objet d'un procès verbal qui sera transmis au bureau de contrôle pour avis.

1.21 – Gestion des déchets

L'entreprise fournira à l'Architecte et au Maître d'ouvrage l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets suivant la procédure de gestion des déchets du Maître d'Ouvrage. Y compris toutes sujétions.

1.22 - Dossier des ouvrages exécutés

L'entreprise doit fournir le dossier des ouvrages exécutés qui comprend :

- les plans précisant les caractéristiques techniques de son ouvrage,
- les notices de fonctionnement,
- les notices d'entretien et de maintenance.

Ce dossier sera fourni sous la forme :

- pièces écrites : 3 exemplaires sur papier blanc 21 x 29,7
- plans : 3 exemplaires sur papier + 1 ex. sur support informatique

La non fourniture de ce dossier ou sa non-conformité entraîne un blocage des paiements sur situation d'avancement pour un montant égal à 5 % du montant HT des travaux et les réserves qui en découlent quant à la conformité des ouvrages.

En outre, chaque entreprise titulaire doit prévoir la formation du personnel utilisateur des matériels installés, un certificat établi par le Maître d'Ouvrage stipulant que l'entreprise a satisfait à cet engagement devra figurer au dossier des ouvrages exécutés.

2 - GÉNÉRALITÉS

2.1 - Contenu des prix unitaires

L'étude des prix unitaires doit intégrer :

- les frais et charges précisés dans les différents documents du dossier
- tous les documents complémentaires nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché de l'entreprise

NOTA :

Les documents contenus dans le dossier de consultation relèvent de la mission de la maîtrise d'œuvre.

Tous documents, plans, note de calcul complémentaire échappant à ce contrat sont à la charge de l'entreprise, l'incidence étant intégrée dans le prix unitaire des ouvrages.

Remarque pour le lot gros-œuvre : Après accord des Architectes l'entreprise peut utiliser des éléments préfabriqués ; toutefois, toutes études et plans complémentaires relatifs à ce mode constructif, restent à la charge de l'entreprise, l'incidence étant intégrée dans chaque prix unitaire.

- l'incidence des installations communes de chantier
- l'incidence du PHS (plans d'hygiène et de sécurité)
- l'incidence du collège inter entreprise
- le principe de calcul des quantités, lequel est basé sur une étude à partir des cotes théoriques précisées par les plans et qui peuvent subir de légères modifications suite aux aléas de chantier
- l'incidence de foisonnement des matériaux brassés, estimés par l'entreprise, doit être intégrée dans le prix unitaire
- tous moyens nécessaires pour permettre la réalisation des ouvrages en suivant toutes normes de sécurité et notamment, engins de levage, échafaudages, outillage spécialisé, dispositifs de sécurité, etc...
- l'évacuation des gravats et matériaux excédentaires
- les plans de réservations avec indication des arases
- les essais
- le dossier des ouvrages exécutés
- l'incidence du compte prorata
- l'implantation des ouvrages compris calculs
- la protection contre le vol
- la protection des stocks
- l'incidence d'une cellule témoin

2.1.1 - Installation de chantier

Relèvent du lot Gros œuvre toutes les installations nécessaires à la vie du chantier et notamment :

- les bureaux de chantier équipés
- les installations d'hygiène et de sécurité
- le panneau de chantier

... compris entretien, déplacement éventuel et enlèvement des installations.

Relèvent du lot Chauffage toutes les installations nécessaires au chauffage provisoire indispensable à la mise en œuvre des matériaux, sur simple avis au maître d'œuvre.

... compris entretien, déplacement éventuel et enlèvement des systèmes provisoires

Relèvent du lot Plomberie toutes installations nécessaires au réseau provisoire d'eau.

... compris entretien, déplacement éventuel et enlèvement des systèmes provisoires

Relèvent du lot Couverture, toutes installations, nécessaires à l'évacuation provisoire des eaux pluviales.

Relève du COMPTE PRORATA, toutes dépenses de consommation des installations communes de chantier, compris chauffage provisoire.

Toutes ces prestations, non détaillées au titre du bordereau ~~quantitatif~~, doivent être intégrées dans chaque prix unitaire.

2.1.2 - Panneau de chantier

Le panneau de chantier sera exécuté conformément aux prescriptions des architectes - il sera entretenu durant toute la durée du chantier - Hormis ce panneau, il ne sera toléré aucun autre panneau-

Le panneau doit comporter :

- Le nom du bénéficiaire
- La raison sociale ou la dénomination sociale
 - Du bénéficiaire
 - Du conducteur d'opération
 - Des architectes
 - Des bureaux d'études
 - De toutes les entreprises
 - ...
- La date et le numéro de l'autorisation
- La nature du projet et la superficie du terrain
- L'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté
- Les droits de recours des tiers

Il doit également indiquer en fonction de la nature du projet :

- Si le projet prévoit des constructions : la surface du plancher ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètre par rapport au sol naturel
- Si le projet porte sur un lotissement : le nombre maximum de lots prévus,
- Si le projet prévoit des démolitions : la surface du ou des bâtiments à démolir.

Le panneau doit être affiché pendant toute la durée du chantier et entretenu par le Gros Oeuvre.